

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Pilzkunde = Bulletin suisse de mycologie
Herausgeber: Verband Schweizerischer Vereine für Pilzkunde
Band: 23 (1945)
Heft: 2

Artikel: Cris d'alarme : que faites-vous des règles internationales de la nomenclature? Elles existent = Alarmruf : Was macht Ihr aus den internationalen Nomenklatur-Regeln? Sie bestehen immer noch!
Autor: Konrad, P.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-933898>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mitteilung der Geschäftsleitung

Bis zum 20. Februar 1945 benötigen wir dringend sämtliche Mitgliederlisten unserer Sektionen. Dieselben sind im Doppel, und wenn immer möglich in Maschinenschrift, alphabetisch geordnet zu erstellen und dem Unterzeichneten zu senden. (Pro 1945 neu eingetretene Mitglieder sind mit einem * zu versehen.)

Am Schluß der Liste muß der Vereinsvorstand separat nochmals zusammengestellt sein.

Für die Geschäftsleitung:

Hans Schoder, Verbandspräsident, Rosengasse 31, Olten

Cris d'alarme

Que faites-vous des règles internationales de la nomenclature? Elles existent.

Par P. Konrad, Dr. es sc. h. c., Neuchâtel

En lisant les intéressantes publications de l'Union des Sociétés suisses de mycologie, ou de ses membres les plus actifs, qu'il s'agisse du bulletin (Schweiz. Zeitschrift) ou de planches en couleur (Schweiz. Pilztafeln ou autres), nous sommes étonnés de constater une fois de plus que les auteurs suisses, plus spécialement nos bons Confédérés de la Suisse centrale et orientale, ne tiennent pas compte des règles internationales de la nomenclature botanique. Ils agissent comme si ces règles n'existaient pas ou comme si elles n'étaient pas applicables à la mycologie suisse.

C'est là une faute grave.

Si l'on veut conserver ou donner aux publications de notre Union une vraie valeur et une haute tenue scientifique, il faut absolument se plier aux règles internationales, comme le font tous les botanistes du monde et tous les mycologues sérieux de France, d'Angleterre, d'Italie et d'ailleurs, comme le font aussi les mycologues suisses qui s'occupent des champignons inférieurs, Ustilaginées, Urédinées, Pyrénomycètes, etc.

Pourquoi seuls quelques mycologues de la Suisse allemande qui s'occupent des champignons supérieurs, Agaricacées, Boletacées par exemple, font-ils exception?

Pourquoi écrit-on, par exemple dans le no 9 de la Zeitschrift du 15 septembre 1944, page 152, en parlant de *Panus torulosus* Fries ex Persoon: «Die Priorität fällt demnach auf den von Schaeffer 1774 bezeichneten Namen *flabelliformis*?» Notre excellent ami Süß de Bâle, qui a péché par ignorance, ce qui est bien pardonnable, ne nous en voudra pas de nous écrire: C'est faux, archifaux, parce que la priorité ne doit pas remonter avant Fries, *Systema mycologicum*, 1821, conformément à l'article 20 des règles internationales. Si l'on tient absolument à se charger la mémoire du nom inutile d'*Agaricus flabelliformis*, créé par Schaeffer en 1774, il faut l'indiquer comme synonyme.

Autre exemple. Pourquoi reprendre le nom de *Boletus miniatoporus* Secretan, repêché par Kallenbach dans ses Pilze Mitteleuropas, alors que le nom exact est *Boletus erythropus*. Si l'auteur allemand s'est trompé — ce qui arrive du reste

à chacun — ce n'est pas une raison pour que la Suisse le suive, même si *miniatorporus* est un nom créé par un auteur suisse, Secretan de Lausanne. Nous nous sommes déjà exprimés énergiquement à ce propos dans la présente Zeitschrift, Heft 5 du 15 mai 1934, pages 60 et 61 et Heft 8 du 15 août 1934, pages 105 et 106. Nos deux articles nous ont valu l'honneur de la traduction en allemand par F. B. dans Heft 9 du 15 septembre 1934, pages 122 et 123. Il faut croire que malgré les textes français et allemands nous n'avons pas su nous faire comprendre. En tous cas nous n'avons pas été suivis, en vertu de ce principe : L'erreur est stolonifère ; quand on croît l'avoir déracinée elle reprend vie. Que faut-il donc faire pour lui tordre le cou ?

Encore un dernier exemple : L'excellent « Schweizer Pilzbuch » de notre vieil ami Habersaat mentionne page 80 et pl. 1, *Amanita mappa* Batsch, nom sous lequel cette espèce est généralement connue en Suisse allemande, d'après Ricken. Or des travaux récents ont démontré qu'*Amanita mappa* est synonyme d'*Amanita citrina*. Ce ne sont pas deux espèces différentes. Il n'y en a qu'une seule. Dès lors elle doit s'appeler *Amanita citrina* Roques ex Schaeffer et non *Amanita mappa* Quélet ex Batsch — Et pourquoi ? Parce que les noms de Schaeffer 1761 et de Batsch 1786, étant tous deux antérieurs à Fries, Syst. myc., 1821, ne comptent pas pour l'antériorité. Si même ils comptent, ce serait encore *citrina* Schaeffer qui aurait la priorité, mais ils ne comptent pas. Ce qui compte, c'est le premier nom après Fries 1821, soit *citrina* de Roques 1832 et non *mappa* de Quélet 1872. Voir à ce propos notre article « *Amanita citrina* n'est pas toxique » paru dans la Schweiz. Zeitschrift, Heft 3, du 15 mars 1935, avant dernier et dernier alinéa, bas de la page 35 et page 36.

Et pourquoi n'observe-t-on pas les règles internationales de la nomenclature en Suisse allemande ? La réponse est bien simple : Parce qu'on ne les connaît pas.

Ces règles datent du Congrès international de botanique de 1910 à Bruxelles. Les auteurs d'avant cette date ne peuvent pas les appliquer puisqu'elles n'existaient pas. On ne peut guère faire à Ricken le reproche de les avoir ignorées puisqu'il a publié ses Blätterpilze de 1910 en 1915. Mais Kallenbach qui a ressuscité des noms morts-nés tels que *miniatorporus*, *rhodoxanthus*, etc. n'a pas cette excuse. Il en est de même de ceux qui, après la première guerre mondiale, se sont inspirés de Ricken sans tenir compte des règles ; ils commettent une faute grave.

Nous avons dit que les botanistes suisses observent scrupuleusement ces règles, aussi bien à Zurich, St. Gall, Schaffhouse qu'à Neuchâtel, Lausanne ou Genève. Citons cette phrase de la préface de la dernière Flore de la Suisse parue, publiée en français, à Lausanne en 1941 par Auguste Binz de Bâle et Edouard Thommen de Genève, page IX, 3e alinéa : « La nomenclature scientifique (de cette flore) est strictement conforme aux règles internationales ; si besoin est nous citerons des synonymes ». Lorsque nous avons encore le plaisir de faire partie de la Commission scientifique de l'Union — nous avons dû y renoncer faute de temps — son aimable et compétent président d'alors, le Dr. F. Thellung de Winterthur, appartenant à une famille de botaniste, connaissait les règles internationales de la nomenclature et avait le désir de mettre cet objet à l'ordre du jour des travaux de la Commission. Ce projet n'a pu être réalisé, ce qui est regrettable ; mais il n'est

jamais trop tard pour bien faire, aussi croyons nous que cette question devrait être traitée une bonne fois dans la Zeitschrift.

Il y a de la réputation scientifique de la mycologie suisse.

Nous nous proposons donc de reprendre cette importante question dans les prochains numéros de la Zeitschrift, pour autant que nos occupations professionnelles très absorbantes nous en laissent le temps. En attendant, rappelons que la Suisse a joué un rôle considérable dans cette question et il serait d'autant plus regrettable que ce soit le pays où les règles internationales ont été élaborées, qui les applique le moins en ce qui concerne les champignons supérieurs.

En effet, l'âme du Bureau permanent de la Commission internationale de la nomenclature botanique était notre concitoyen Dr. J. Briquet de Genève, décédé en 1931. C'est lui qui a préparé les décisions prises par le Congrès international de botanique de Paris 1900. Il est nommé rapporteur de la Commission de nomenclature au Congrès international de Vienne 1905, dont les règles proposées sont adoptées par le Congrès international de Bruxelles 1910 puis confirmées par le Congrès international de Cambridge 1930.

Les règles de la nomenclature ont pour but d'apporter de l'ordre et de la clarté dans un domaine où régnait la confusion générale — les mycologues en savent quelque chose — et cela avec l'intention de n'apporter que le moins de changements possibles à la nomenclature la plus généralement utilisée.

Les règles internationales de Bruxelles, s'appliquent à tout le règne végétal, donc aussi bien aux champignons qu'aux algues, aux lichens, aux hépatiques, aux mousses, aux cryptogames vasculaires (*equisetum*, lycopodes et fougères) et qu'aux phanérogames (conifères, mono. et dicotylédones).

Avant l'adoption des règles, la nomenclature avait déjà été clarifiée en 1867 par un de nos illustres concitoyens Alphonse de Candolle de Genève, descendant d'une lignée de botanistes célèbres dont Augustin Pyramus De Candolle, 1778–1841, dont le nom figure fréquemment dans la nomenclature botanique et mycologique par les initiales DC, par exemple *Agaricus pantherinus* DC, 1815 = *Amanita pantherina* (Fries 1821 ex DC 1815) Quélet 1872. Les services rendus à la science par Alphonse de Candolle et par le Congrès de 1867, dit Briquet, sont incontestables et doivent être hautement proclamés. Ces premières lois de la nomenclature botanique ont été élaborées avec un soin et une compétence universellement reconnus.

La Suisse se doit donc d'appliquer sans réserve les règles internationales. Pourquoi ne ferait-elle pas ce que la France, d'où jaillit la clarté mycologique la plus intense, a fait, sous l'impulsion du maître de la mycologie contemporaine M. le Dr. René Maire, prof. et directeur de l'institut botanique de l'université d'Alger.

R. Maire a en effet publié un article intitulé :

«La question de la nomenclature mycologique au Congrès de Bruxelles (1910) dans le Bulletin Soc. myc. de France, Tome 27, page 107 (1911)».

Si nos collègues suisses le veulent bien, nous nous proposons de reprendre cette étude à leur intention dans la présente Zeitschrift, mais à une condition, car nous disposons malheureusement de bien peu de temps libre, c'est que cette étude ne soit pas inutile et serve à quelque chose.

Alarmruf

Was macht Ihr aus den internationalen Nomenklatur-Regeln? Sie bestehen immer noch!

Von P. Konrad, Dr. es sc. h. c., Neuchâtel

Übersetzung von C. Furrer, Luzern

Beim Lesen der interessanten Veröffentlichungen des Verbandes Schweiz. Vereine f. Pilzkunde, oder dessen sehr aktiven Einzelmitgliedern, handle es sich dabei um Artikel in der Schweiz. Zeitschrift oder um farbige Illustrationen wie die Schweizer Pilztafeln usw., sind wir immer wieder erstaunt feststellen zu müssen, daß die schweizerischen Verfasser, speziell unsere guten Miteidgenossen aus der Zentral- und Ostschweiz, die internationalen botanischen Nomenklatur-Regeln nicht berücksichtigen. Sie gehen genau so vor, als ob diese Regeln nicht existierten, oder aber für die schweizerische Pilzforschung nicht angewendet werden könnten. Dies ist ein grober Fehler!

Sollen die Veröffentlichungen unseres Verbandes für wissenschaftliche Einstellung zeugen und Anspruch auf wirklichen, bleibenden Wert erheben dürfen, so ist es unumgänglich, sich diesen internationalen Vorschriften zu unterziehen. Die Botaniker der ganzen Welt, alle gewissenhaften Pilzforscher Frankreichs, Englands, Italiens und anderer Länder, sowie auch die schweizerischen Mykologen die sich mit den niederen Pilzen befassen (Ustilagineen, Uredineen, Pyrenomyceten usw.), halten sich strikte an diese Regeln.

Wieso müssen also einige deutschschweizerische Pilzforscher, welche sich speziell für die höheren Pilze (Agaricaceen, Boletaceen usw.) interessieren, hierin eine Ausnahme machen?

Warum wird beispielsweise in Nr. 9 der Schweiz. Zeitschrift f. Pilzkunde vom 15. Sept. 1944, S. 152, betreffend *Panus torulosus* Fries ex Persoon, geschrieben: «Die Priorität fällt demnach auf den von Schaeffer 1774 bezeichneten Namen *flabelliformis*»? Unser ausgezeichnete Freund Süß von Basel, welcher hier aus Unkenntnis gesündigt hat, was sehr wohl verzeihlich ist, soll es uns nicht nachtragen, wenn wir ausrufen: Das ist falsch, grundfalsch, denn die Priorität darf, laut Artikel 20 der internationalen Regeln, *nicht vor* Fries, *Systema mycologicum*, 1821, zurückgehen. Will man sich unbedingt mit dem unnötigen Namen *Agaricus flabelliformis*, von Schaeffer 1774 stammend, das Gedächtnis belasten, so muß diese Bezeichnung als Synonym, aufgeführt werden.

Ein weiteres Beispiel: Warum wird der Name *Boletus miniatorporus* Secretan, durch Kallenbach ausgegraben (Pilze Mitteleuropas), neuerdings gebraucht, wo doch die allein richtige Benennung *Boletus erythropus* Fries ist. Wenn sich der deutsche Pilzforscher geirrt hat, was schließlich jedermann passieren kann, so ist doch dies kein Grund, daß die Schweiz ihm trotzdem folge. Dies auch dann nicht, wenn der Name *miniatorporus* von unserem schweizerischen Forscher Secretan aus Lausanne aufgestellt wurde. Wir haben uns zu diesem Thema bereits in dieser Zeitschrift geäußert, Heft 5 vom 15. Mai 1934 S. 60 und 61 und Heft 8 vom 15. August 1934 S. 105 und 106. Unsere beiden Artikel wurden damals freundlicherweise durch F. B. ins Deutsche übersetzt (Heft 9 vom 15. September 1934, S. 122 und 123). Es scheint aber, daß wir uns trotz des französischen und deutschen Textes nicht verständlich machen konnten. Auf alle Fälle wurde nicht auf

uns gehört. – Irrtümer sind wie Unkraut; man glaubt es ausgerissen zu haben, doch sofort wächst neues nach. Was muß man denn schließlich unternehmen, um diese Hydra endgültig zu erledigen?

Nun noch ein letztes Beispiel: Das ausgezeichnete «Schweizer Pilzbuch» unseres alten Freundes Habersaat führt auf S. 80, Tafel 1 *Amanita mappa* Batsch an. Ricken folgend, wird diese Art in der deutschen Schweiz gewöhnlich mit diesem Namen bezeichnet. Neueste Forschung hat gezeigt, daß *Amanita mappa* ein Synonym von *Amanita citrina* ist. Es sind dies also nicht zwei verschiedene Arten, sondern nur eine einzige. Demzufolge muß diese also *Amanita citrina* Roques ex Schaeffer heißen und nicht *Amanita mappa* Quélet ex Batsch! – Und warum dies? Weil die beiden Namen von Schaeffer 1761 und von Batsch 1786 überhaupt nicht mehr gelten, da sie beide älter als Fries, Syst. myc. 1821, sind. Sogar wenn sie noch Gültigkeit hätten, würde die Priorität der Bezeichnung *citrina* Schaeffer gehören. Aber beide kommen, wie schon gesagt, nicht in Frage. Gültig ist jedoch der erste Name nach Fries 1821, d. h. *citrina* von Roques 1832 und nicht *mappa* von Quélet 1872. – Zu diesen Ausführungen bitten wir unseren Artikel «*Amanita citrina* n'est pas toxique» (Zeitschrift Heft 3 vom 15. März 1935, zweitletzter und letzter Absatz, Seite 35 unten und Seite 36) nachzulesen.

Und weshalb werden nun die internationalen Nomenklatur-Regeln in der deutschen Schweiz nicht befolgt? Die Antwort ist sehr einfach: Weil man sie nicht kennt.

Diese Regeln bestehen seit dem internationalen Botaniker-Kongreß in Brüssel des Jahres 1910. Autoren, welche vor diesem Datum publizierten, konnten sie also nicht anwenden, da sie noch nicht existierten. Es wäre deshalb ungerecht, wenn man Ricken der Mißachtung bezichtigen wollte, denn dessen «Blätterpilze» erschienen in den Jahren 1910 bis 1915. Für Kallenbach, welcher die totgeborenen Namen wie *miniatoporus*, *rhodoxanthus*, usw. auferstehen ließ, gilt diese Entschuldigung aber nicht. Dasselbe ist auch der Fall für alle diejenigen, welche nach dem ersten Weltkrieg, den Fußstapfen Ricken's folgend, die Regeln mißachtet haben; sie begingen einen groben Fehler.

Wir haben vorstehend erwähnt, daß die schweizerischen Botaniker diese Regeln peinlichst befolgen, und zwar sowohl in Zürich, St. Gallen, Schaffhausen, als auch in Neuchâtel, Lausanne oder Genf. Es sei hier nur ein Satz aus dem Vorwort der letzten «Flore de la Suisse» (verfaßt von August Binz, Basel, und Eduard Thommen, Genf; herausgegeben in französischer Sprache in Lausanne 1941) erwähnt. Auf Seite IX, 3. Absatz heißt es: «Die wissenschaftliche Nomenklatur (dieser Flora) ist strikte nach den internationalen Regeln; wenn nötig, zitieren wir Synonyme».

Als wir noch das Vergnügen hatten der wissenschaftlichen Kommission des Verbandes anzugehören – leider haben wir aus Zeitmangel darauf verzichten müssen – hatte deren damaliger lebenswürdiger und kompetenter Präsident, Dr. F. Thellung aus Winterthur, den Wunsch, die Angelegenheit der Nomenklatur-Regeln ins Arbeitsprogramm der Kommission aufzunehmen. Als Angehöriger einer Botanikerfamilie waren Dr. Thellung die internationalen Regeln bekannt und es ist nur schade, daß dieses Projekt damals nicht ausgeführt werden konnte. Schließlich ist es aber nie zu spät, um etwas gut zu machen und wir glauben, daß

diese Frage einmal gründlich in der Zeitschrift behandelt werden sollte. Es geht nämlich um den wissenschaftlichen Ruf der schweizerischen Pilzforschung.

Wir schlagen deshalb vor, diese wichtige Angelegenheit in den nächsten Nummern der Zeitschrift neuerdings zu behandeln, soweit unsere berufliche Inanspruchnahme uns dazu Zeit läßt. Erinnern wir uns inzwischen daran, daß die Schweiz in dieser speziellen Frage eine große Rolle gespielt hat, denn in unserem Lande wurden die internationalen Regeln ausgearbeitet. Es wäre deshalb besonders bedauerlich, wenn gerade wir diejenigen wären, welche diese Regeln, was die höheren Pilze anbelangt, am wenigsten anwenden würden.

In der Tat, war unser anno 1931 verstorbene Mitbürger Dr. J. Briquet aus Genf die Seele des permanenten Bureaus der internationalen Kommission für die botanische Nomenklatur. Er hat die Beschlüsse des internationalen Botanikerkongresses, Paris 1900, vorbereitet. Er war Berichterstatter der Nomenklatur-Kommission am internationalen Kongreß in Wien 1905, dessen Vorschläge durch den internationalen Kongreß in Brüssel 1910 Annahme fanden und durch den internationalen Kongreß in Cambridge 1930 bestätigt wurden.

Die Nomenklatur-Regeln haben zum Ziel, auf einem Gebiet Ordnung und Klarheit zu schaffen, auf dem ein allgemeiner Wirrwar herrschte, – worüber gerade die Mykologen etwas zu erzählen wissen –. Wegleitend war dabei, möglichst wenig an der gebräuchlichen Nomenklatur zu ändern.

Die internationalen Brüsseler Regeln sind auf die gesamte Pflanzenwelt anzuwenden, also sowohl auf die Pilze, wie auch auf die Algen, Flechten, Lebermoose, Laubmoose, Gefäßkryptogamen (Equisitaceae, Lycopodiaceae, Filices) und auf die Phanerogamen (Coniferae, Monocotyledoneae und Dicotyledoneae).

Vor der Annahme der Regeln, wurde die Nomenklatur bereits im Jahre 1867 durch unseren berühmten Mitbürger Alphonse de Candolle aus Genf geordnet. Letzterer ist ein Nachkomme der bekannten Botaniker-Dynastie, von welcher der Name Augustin Pyramus De Candolle 1778–1841, unter den Initialen DC, häufig in der botanischen und mykologischen Nomenklatur vorkommt; beispielsweise *Agaricus pantherinus* DC, 1815 = *Amanita pantherina* (Fries 1821 ex DC 1815) Quélet 1872. – Die der Wissenschaft durch Alphonse de Candolle und den Kongreß von 1867 geleisteten Dienste, sagt Briquet, sind unbestreitbar und können nicht hoch genug eingeschätzt werden. Diese ersten Gesetze der botanischen Nomenklatur wurden mit einer allgemein anerkannten Sorgfalt und Kompetenz ausgearbeitet. Die Schweiz ist es sich also schuldig, die internationalen Regeln ohne Einschränkung anzuwenden. Wieso sollte sie übrigens nicht dasselbe tun, was Frankreich, unter der Anregung des zeitgenössischen Pilzforschers Dr. René Maire, Professor und Direktor des Botanischen Instituts und der Universität Algier, schon lange macht. Die französische Pilzforschung gibt heute ein leuchtendes Beispiel.

Gerade bezüglich unserer Angelegenheit hat R. Maire im Bull. Soc. myc. de France, Tome 27 p. 107 (1911) einen Artikel publiziert, betitelt: «La question de la nomenclature mycologique au Congrès de Bruxelles (1910)».

Falls es dem Wunsch unserer schweizerischen Kollegen entspricht, sind wir gerne bereit, diese Abhandlung in der Zeitschrift zu publizieren. Allerdings unter der Bedingung, daß dies nicht nutzlos sei und wirklich etwas fruchte, denn wir verfügen leider über sehr wenig Freizeit.